



Les représentants des associations et l'équipe de "Valeurs Actuelles". La politique du "quoi qu'il en coûte" a eu un effet négatif sur la collecte de dons. Photo © BARBARA VIOLLET

“Passer sous les radars de la bien-pensance”

Pour la quatrième année consécutive, *Valeurs actuelles* a réuni les responsables d'associations qui se battent pour le bien commun et contre l'idéologie *woke* et LGBT voulue par le gouvernement. Elles lancent un cri d'alarme.

Par Frédéric Paya, Marie de Greef-Madelin

Publié le 18 novembre 2022 à 11h47

Partager cet article sur     

Le secteur associatif a-t-il bénéficié de la politique du “quoi qu'il en coûte” d'Emmanuel Macron ?

A LIRE “La dette d'aujourd'hui, c'est l'impôt de demain”, alerte le directeur des publications de *Contribuables associés*

Jean-Baptiste Leon *Contribuables associés*

Commençons par rappeler que la crise du pouvoir d'achat et le financement de la politique du chèque de Macron se paient par un matraquage fiscal jamais vu jusqu'à présent. Dans

les classements internationaux de la pression fiscale, la France figure toujours en tête. Cette politique de chèques se paie par l'impôt et, de fait, les Français qui en paient le plus donnent moins aux associations.

Michel Valadier *Fondation pour l'école*

Il y a eu un effet de double peine. Avec sa politique du "quoi qu'il en coûte", l'État a arrosé d'aides publiques les entreprises, ce qui a permis d'en sauver beaucoup. Mais les écoles n'étaient pas considérées comme prioritaires, car les professeurs sont pour la plupart des fonctionnaires et ont touché leur rémunération normalement. La Fondation pour l'école soutient les écoles indépendantes qui ne bénéficient pas d'aides de l'État et dont les salaires sont pris en charge par les associations. Si je parle de double peine, c'est parce que beaucoup de donateurs ont considéré que tout le monde avait été aidé et que dès lors, il n'était pas nécessaire d'apporter un soutien particulier à ces écoles. Ce phénomène a eu des conséquences sur la collecte et donc sur les aides que nous pouvions apporter aux écoles.

Quel bilan tirez-vous de 2022 ?

Benjamin Blanchard *SOS Chrétiens d'Orient*

L'année Covid a été la meilleure en termes de collecte depuis la création de l'association. Mais à fin septembre 2022, je constate une baisse annuelle de 8 %.

A LIRE SOS Éducation, une association devenue (trop) encombrante pour l'État

Caroline van Pradelles *Aide à l'Église en détresse (AED)*

Pour notre part, nous avons bénéficié d'une bien triste circonstance : la guerre en Ukraine, qui nous a apporté une collecte exceptionnelle par rapport aux autres années. Dès le mois de mars, nos donateurs se sont montrés très généreux afin de répondre aux urgences. Mais, depuis trois mois, nous sentons un fléchissement des dons. Nous essayons de compenser ce phénomène en faisant connaître davantage notre cause. Je pense qu'en 2023, nous pourrions sentir réellement les effets de l'inflation.

A LIRE Nuit du bien commun : 5 ans déjà !

Amaury Gomart *Arcade*

Le patrimoine qui intéresse et enthousiasme les Français manque cruellement d'argent. L'État fait sa part, notamment grâce au Loto du patrimoine, mais il concentre les montants sur les gros projets, alors que c'est le petit patrimoine qui a le plus besoin d'efforts. Depuis 2019, année de notre création, nous voulons retisser le lien autour du patrimoine (chapelles, abbayes, châteaux, forts militaires) partout en France et remettre la jeunesse à son service comme à celui de nos campagnes. À ce jour, 600 jeunes sont passés sur 12 lieux de chantiers partout en France.

Le gouvernement n'a-t-il pas la tentation d'utiliser le moyen fiscal pour vous nuire ?

Ludovine de La Rochère *La Manif pour tous*

Pour ceux qui défendent la famille, l'État est absent. Ainsi, contrairement aux associations LGBT et woke, La Manif pour tous n'a pas le droit à la qualification d'intérêt général, qui, allant avec une réduction fiscale, change la donne pour la générosité du public. C'est si facile, pour l'État, de refuser aux uns ce qu'il donne aux autres, en plus des subventions qu'il leur verse ! La Manif pour tous a donc le statut d'association loi 1901, de type groupement politique, qui concorde avec notre activité d'acteur du débat public et qui permet de proposer une réduction fiscale à nos donateurs. Cependant, ce statut est beaucoup plus contraignant que celui d'une association classique.

Alexandre Pesey *Institut de formation politique (IFP)*

Le contrôle de l'intérêt général par l'administration se fait *a posteriori*. Alors même que l'on répond aux critères juridiques validés par un avocat spécialisé, personne n'est à l'abri de passer sous les fourches Caudines d'un juge qui estimerait le contraire. La jurisprudence montre souvent que les associations qui ne vont pas dans le "bon sens" ne sont pas reconnues d'intérêt général.

Sophie Audugé *SOS Éducation*

Le régime fiscal du mécénat permet aux associations intervenant dans certains domaines d'émettre des reçus fiscaux sur les dons reçus. SOS Éducation, qui agit depuis vingt ans pour l'amélioration du système éducatif, en a fait la demande et obtenu l'accord en mai 2002. Mais voilà, après une succession de contrôles injustifiés pour une association ne touchant aucune subvention, l'administration fiscale a décrété arbitrairement que nos activités ne relèvent pas du champ éducatif. Fin des reçus fiscaux pour nous depuis 2020 et une amende exorbitante. Bilan : collecte divisée par deux et l'association contrainte de verser 1 million d'euros d'amende ! L'État nous met des bâtons dans les roues. Nous

engageons un recours juridique, mais ce sera long. Pourtant, SOS Éducation œuvre inlassablement pour une école qui instruit et contre l'entrisme des idéologies dans l'école. Chaque lecteur peut le vérifier sur soseducation.org.

Le secteur éducatif est le grand laissé-pour-compte. Aujourd'hui, jugez-vous votre mission plus essentielle qu'avant le Covid ?

Michel Valadier

53 % des Français et 76 % des enseignants considèrent que l'école fonctionne mal. Malgré cela, le gouvernement continue à considérer les écoles indépendantes avec méfiance alors même que ces écoles sont un aiguillon essentiel pour stimuler un système éducatif à bout de souffle ! Oui, notre mission est encore plus essentielle qu'avant, car le Covid a empiré la situation : décrochage scolaire, mauvaise maîtrise des savoirs fondamentaux, etc. Les écoles indépendantes sont une alternative vitale.

Sophie Audugé

La politisation du système éducatif s'est aggravée. Depuis cinq ans, les questions sociétales ont envahi l'école. Par l'école, l'État déverse auprès des enfants un modèle de société qui n'a pas reçu l'aval des adultes, en l'occurrence des parents. Ce faisant, l'institution scolaire bafoue l'autorité parentale et place enfants comme parents en situation d'injonctions contradictoires. Beaucoup de parents considèrent que les enfants ne sont pas instruits, mais endoctrinés. Il y a un problème de cohérence et de rôle de l'école ! Faire cohabiter un jeune auquel on refuse qu'il porte une robe, parce que c'est une tenue religieuse, avec un garçon dont on accepte qu'il s'habille en fille, car c'est son ressenti de genre, est schizophrénique.

“

*On le sait, les petites rivières font les
grands fleuves*

”

Ludovine de La Rochère

L'État milite aussi dans le dos des parents. Sur le “wokisme” et la propagande LGBT, il agit via des associations militantes agréées par l'Éducation nationale et il s'appuie sur le progressisme des éditeurs de manuels scolaires comme d'une bonne part du corps enseignant. À commencer par le ministre, Pap Ndiaye, qui pousse dans ce sens-là pour influencer les jeunes et, comme le disait Vincent Peillon, « *dès le plus jeune âge* ».

Au-delà de l'éducation, comment vivez-vous les relations avec le gouvernement ?

Benjamin Blanchard

Nous n'avons aucune relation avec l'État français à part sur les questions sécuritaires. Déjà, nous ne lui demandons pas de subventions. Je note que dans les pays disposant d'importantes ambassades, comme au Liban et en Arménie, très politiques, nous sommes bannis, même lorsqu'il s'agit de recevoir nos collaborateurs expatriés lors des réceptions du 14 Juillet. Je constate aussi que l'argent public français peut servir à exercer des moyens de pression sur les bénéficiaires : ainsi, au Liban, plusieurs écoles se sont vu retirer des subventions de l'État français au motif qu'elles avaient accepté notre soutien.

Caroline van Pradelles

Nous n'avons pas de relation directe avec les gouvernements locaux, mais nous soutenons des initiatives d'Églises locales qui compensent parfois la défaillance des États. Ainsi, nous intervenons au Liban, où l'État local est totalement absent, et c'est la raison pour laquelle nous sollicitons la générosité de nos donateurs. Il faut savoir qu'il n'y a plus aucune aide médicale en même temps qu'il y a d'importants problèmes énergétiques : dans certaines régions, il n'y a qu'une demi-heure d'électricité par jour. Nous aidons notamment les congrégations qui tiennent les écoles, en soutenant par exemple la rémunération des professeurs.

Qui incarne ou pourrait incarner en France un grand élan de générosité ?

Amaury Gomart

Stéphane Bern est un très bon ambassadeur : il parle aux gens et il fait du bien au patrimoine.

Michel Valadier

Les grands philanthropes dont les noms traversent l'Atlantique ont plutôt une sensibilité de gauche et leur influence s'étend au-delà des États-Unis, en Europe et malheureusement en France. Ici, un nom me vient à l'esprit comme bienfaiteur philanthrope, c'est le Pr Lejeune. De son vivant, il était attaqué et caricaturé... La Providence a voulu qu'il survive à travers la Fondation créée par ses proches et qui réalise un travail remarquable. Je crois que le Fonds du Bien commun, dont le fondateur veut rester discret, est une des incarnations possibles de ce qui peut se faire. La Nuit du Bien commun rend possible un ruissellement d'initiatives qui passe sous les radars de la bien-pensance. Le jour où ces jeunes pousses sont suffisamment sorties de terre, il n'est plus possible de les déraciner.

C'est le cas des écoles hors contrat ; elles sont actuellement 2 500 à travers la France, 120 écoles se créent chaque année. Plus de 100 000 élèves y sont scolarisés contre 30 000 il y a dix ans. Il y a entre 10 000 et 15 000 élèves supplémentaires scolarisés chaque année en France dans les écoles hors contrat. Il est trop tard pour chercher à nous tuer !

“

*Il faut se faire connaître et aussi
permettre aux entreprises de donner
librement*

”

Alexandre Pesey

Si de grands philanthropes peuvent inspirer d'autres Français à faire preuve de générosité, et c'est heureux, n'oublions pas qu'une grande partie des dons provient de donateurs plus modestes. On le sait, les petites rivières font les grands fleuves. Les formations dispensées à la jeunesse de France par l'Institut de formation politique ne sont possibles que grâce à 5 000 bienfaiteurs issus de toutes les régions de France. Ce sont leurs dons qui nous assurent l'indépendance et nous permettent de former à l'action toujours plus de jeunes.

Benjamin Blanchard

De plus en plus de familles d'entrepreneurs ou d'industriels créent des fonds de dotation pour soutenir les causes auxquelles elles sont attachées. Cela va dans le bon sens.

Amaury Gomart

Malheureusement, les entreprises sont souvent tentées de flécher les dons vers les grandes associations et plus rarement dans les petites structures. Nous avons donc un travail de pédagogie à mener pour nous faire connaître. C'est un vrai enjeu.

Ludovine de La Rochère

Il faut se faire connaître et aussi permettre aux entreprises de donner librement. Il y a une telle propagande *woke* qu'il leur est difficile vis-à-vis de leurs salariés ou de leur actionnariat de soutenir les causes auxquelles nous sommes attachés, et même difficile de ne pas soutenir le militantisme LGBT. À La Manif pour tous, nous conseillons des chefs d'entreprise qui ne veulent pas financer des associations LGBT, type Autre Cercle, Gay Pride, mais qui craignent le *bad buzz* s'ils refusent. De fait, soutenir ces associations, c'est financer leur propagande auprès de nos enfants et petits-enfants !

Alexandre Pesey

Au-delà de la propagande *woke*, il faut souligner l'importance des labels politiquement corrects, type les critères ESG qui, sous couvert de critères environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance, obligent les entreprises à devenir des relais de propagande. De plus en plus de jeunes cadres viennent se former à l'IFP pour savoir comment répondre concrètement à ces injonctions. Leur courage est contagieux : plus ces cadres résistants seront nombreux, moins les entreprises se vautreront dans cette idéologie délirante.

Qu'attendez-vous de la part du gouvernement ?

Alexandre Pesey

Qu'il nous laisse faire notre travail ! Concrètement, un allègement administratif serait le bienvenu, tout comme une élévation du seuil de déductibilité : aujourd'hui, fixé à 66 %, l'État pourrait le porter à 75 % pour inciter les Français à réorienter leurs impôts vers de nobles causes plutôt que de voir le fruit de leur travail gaspillé par un État toujours plus dépensier.

“

Il faudrait que l'État revienne à la sagesse antique, en considérant que la famille est la cellule de base de la société

”

Benjamin Blanchard

Les associations sont exonérées de TVA. En revanche, peu le savent, mais nous sommes soumis à la taxe sur les salaires, qui s'élève à 13,6 % pour tous les salaires bruts supérieurs à 16 000 euros par an. Parce qu'une association à but non lucratif vend assez peu et n'a donc quasi pas de TVA à récupérer, je préférerais, de loin, être soumis à la TVA qu'à la taxe sur les salaires.

Sophie Audugé

Pendant le confinement, nous avons édité un guide en ligne pour aider les parents et les enseignants à faire l'école à la maison et nous avons demandé à utiliser le logo Éducation apprenante de l'Éducation nationale, qui nous a été refusé alors que nous étions pourtant les seuls à proposer un tel outil. Notre guide a été téléchargé plus de 30 000 fois !

Jean-Baptiste Leon

Contribuables associés travaille à l'Assemblée nationale pour porter des propositions de loi, notamment sur le contrôle de l'argent public versé aux associations subventionnées. Nous avons, par exemple, collaboré avec le député Jean-Louis Thiériot sur un texte dont l'objectif était de garantir une réelle transparence dans l'attribution des subventions publiques aux associations, notamment au niveau local. De nombreuses municipalités ne sont pas transparentes sur les fonds versés et mènent des politiques clientélistes ou idéologiques avec l'argent des Français. Des structures qui ne défendent pas l'intérêt général n'ont pas à être financées par le contribuable. Or, les flux sont énormes : les seules subventions de l'État au monde associatif sont comprises entre 7 et 8 milliards d'euros par an.

Michel Valadier

C'est sans doute un vœu pieux, mais il faudrait que l'État revienne à la sagesse antique, en considérant que la famille est la cellule de base de la société. Et qu'il laisse les écoles indépendantes travailler en paix et les juge à leurs fruits, sur leurs résultats. Et en fonction de cela, permettre aux collectivités locales de les aider financièrement.

Benjamin Blanchard

Je voudrais aussi évoquer l'hypocrisie des pouvoirs publics face à l'immigration. Je rentre du Liban, où un accord de l'ensemble de la classe politique prévoyait la possibilité pour les Syriens – 1,5 million de réfugiés au Liban -de rentrer dans leur pays d'origine. Mais immédiatement après cet accord, l'ambassadeur de France a demandé une audience au président Aoun et au ministre des Affaires sociales pour dire à quel point il était scandaleux de laisser repartir les Syriens.

Quels messages souhaitez-vous faire passer à nos lecteurs ?

Jean-Baptiste Leon

Contribuables associés est l'association qui défend les intérêts de tous les contribuables ; nous voulons "évangéliser" les parlementaires pour qu'ils engagent un vrai travail de baisse des dépenses publiques, et donc de baisse des impôts. Notre association est non subventionnée, nos actions qui relèvent de l'utilité publique sont financées à 100 % par les dons.

Alexandre Pesey

L'Institut de formation politique est l'école de l'engagement par excellence. Notre ambition

est de former aujourd'hui les jeunes gens de convictions qui seront, demain, des responsables politiques, associatifs et médiatiques tournés vers le bien commun de la France. Ce travail n'est possible que grâce à l'aide généreuse des Français.

Sophie Audugé

SOS Éducation défend l'ensemble du système éducatif. Nous appelons tous ceux qui le peuvent à soutenir notre association pour restaurer une école exigeante, qui instruit, qui s'oppose à l'entrisme des mouvements radicaux et idéologiques, qui respecte l'autorité parentale et qui considère ses professeurs. Il est encore temps, mais il faut faire vite pour sauver l'école.

Michel Valadier

Les familles courageuses qui ont fait le choix de l'école hors contrat ne peuvent pas supporter seules toutes les charges de fonctionnement et de développement de ces établissements. Il faut les aider et considérer l'éducation de qualité dispensée comme un investissement prioritaire pour l'avenir de notre pays.

“

*Entre l'inflation qui augmente et la
baisse des dons, les associations
subissent un effet ciseau dévastateur*

”

Amaury Gomart

Je forme trois souhaits : que les chefs d'entreprise, à l'heure du télétravail voire de la semaine de quatre jours qui vient d'être légalisée en Belgique, poussent à l'engagement associatif de leurs salariés. Que l'État incite davantage la jeunesse à s'engager dans la gratuité ; et enfin que les donateurs soient de plus en plus nombreux à soutenir cette jeunesse qui veut restaurer le patrimoine et tisser des liens dans les campagnes.

Caroline van Pradelles

Depuis soixante-quinze ans, l'AED reçoit des appels au secours de 140 pays : environ 8 000 demandes par an. Les besoins sont de plus en plus criants et nous sommes contraints de refuser de nombreux projets. L'aide aux Églises locales est cruciale : bien souvent, elles sont les seules à rester sur place pour soutenir les populations en détresse, à porter secours, nourrir, soigner, éduquer, quand les ONG ne le peuvent pas.

Ludovine de La Rochère

Entre l'inflation qui augmente et la baisse des dons, les associations subissent un effet ciseau dévastateur. Il faut soutenir l'humanitaire, évidemment, mais l'Homme ne vit pas que de nourriture : il a aussi besoin d'une famille et de repères.

Benjamin Blanchard

Nous subissons non seulement une baisse des dons, mais aussi la baisse de l'euro dans de nombreux pays dans lesquels nous intervenons, comme en Arménie où l'euro a perdu 40 % de sa valeur, ou en Irak, avec une perte de valeur de 25 %, ou de 20 % en Jordanie. Nous avons d'autant plus besoin des donateurs et des lecteurs de *Valeurs actuelles*.

[Lire les commentaires \(0\)](#)

CES ARTICLES POURRAIENT AUSSI VOUS INTÉRESSER

1



« Emmanuel Macron est l'incarnation du vide » tacle Florence Portelli, vice-présidente des Républicains

2



Georges Fenech cambriolé en plein direct sur Cnews

3



Deux Algériens interpellés en flagrant délit de vol dans le métro parisien

Rejoignez
LE CLUB 